



LE FONDS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES INDIENS

Une source de financement pour
les entreprises indiennes du Canada



Canada

LE FONDS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES INDIENS

Établi en 1970 par le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, le Fonds de développement économique des Indiens est une source de financement destinée à la création d'entreprises indiennes rentables et d'emplois rémunérateurs. Elle permet aux entreprises indiennes de profiter des services financiers, administratifs, professionnels et techniques indispensables au succès de leurs activités.

Qui peut en profiter ?

Le Fonds est accessible aux bandes ainsi qu'aux particuliers, aux entreprises et aux groupes, indiens ou non, qui contribuent à l'expansion économique des Indiens à l'intérieur comme à l'extérieur des réserves.

Entreprises admissibles

Les entreprises intéressées à l'un ou l'autre des secteurs d'activité suivants sont admissibles :

- Mise en valeur des ressources
- Vente au détail
- Services
- Fabrication
- Transports
- Vente en gros
- Communications
- Construction
- Toute autre activité rentable

Les organismes à but non lucratif ou religieux ne peuvent bénéficier de ces avantages. Les membres des professions reconnues par une loi fédérale ou provinciale, ne sont admissibles que s'ils se voient privés de financement extérieur pour cause de garanties insuffisantes (voir article 89 de la *Loi sur les Indiens*).

Conditions requises des demandeurs

Les demandeurs doivent prouver :

- qu'ils ont ou peuvent avoir des gestionnaires compétents à leur service;
- que les bénéfices escomptés de l'entreprise seront suffisants pour assurer son fonctionnement et rembourser tout prêt contracté;
- que les fonds ne sont pas destinés à modifier les conditions de remboursement d'une dette;
- qu'ils exerceront une saine gestion;
- qu'ils peuvent offrir une garantie assurant une protection raisonnable au prêteur.

Caractéristiques du Fonds

Le Fonds de développement économique des Indiens comprend quatre secteurs :

- Prêts
- Contributions
- Garanties
- Services consultatifs de gestion

Prêts

Des prêts directs sont accordés aux conditions courantes pour financer le fonds de roulement ou des immobilisations comme les bâtiments, les équipements, la machinerie et les stocks. L'emprunteur paie un taux d'intérêt calculé sur le taux préférentiel commercial moyen majoré de 1 à 3 pour cent.

La durée maximum d'un prêt est de 15 ans. On s'attend à ce que l'apport personnel corresponde au moins à 20 p. 100 du coût total du projet admissible, mais cette condition pourra être assouplie selon les circonstances.

Contributions

Comme les contributions ont pour objet d'atténuer les difficultés qu'entraînent la création ou l'expansion d'entreprises commerciales par les Indiens, elles peuvent servir à toutes sortes de fins : construction d'une infrastructure, planifi-

cation économique, mise en place de services auxiliaires, acquittement des frais d'établissement et constitution de capitaux. Ces sommes ne sont pas remboursables, mais les bénéficiaires doivent rendre compte de l'usage qu'ils en font. On s'attend à ce que les bénéficiaires participent au financement du projet, par un apport personnel.

Les contributions ne visent pas à susciter l'initiative et ne sont pas accordées pour des installations communautaires, telles que des patinoires ou des centres culturels et récréatifs.

Garanties

Le programme de garanties permet aux Indiens d'avoir accès à des sources extérieures de financement en donnant aux prêteurs commerciaux les garanties qui ne leur sont pas offertes normalement selon l'article 89 de la *Loi sur les Indiens*. De plus, le programme permet aux prêteurs de partager les risques de perte avec le Ministre.

Le Fonds peut se porter garant d'emprunts contractés par le demandeur auprès de banques à charte et d'autres sources de crédit reconnues, comme des compagnies fiduciaires ou des coopératives de crédit.

Les demandes de garantie doivent être approuvées par le Ministère avant que le prêt ne soit déboursé par le prêteur.

Services consultatifs de gestion

En plus d'une aide financière, le Fonds offre un large éventail de services généraux et de consultation :

- services techniques ou de gestion destinés aux entreprises nouvelles ou en expansion;
- services consultatifs, avant la présentation de la demande de prêt, notamment pour la préparation du projet d'entreprise;
- service de liaison avec d'autres sources de financement (autres ministères, banques, coopératives de crédit et autres, prêteurs agréés);

- formation du personnel;
- systèmes de comptabilité;
- services consultatifs après l'obtention du prêt;
- services de gestion du Service administratif canadien outre-mer (SACO).

Des spécialistes des Affaires indiennes et du Nord Canada, et des organismes extérieurs peuvent être mis, pour une brève période, à la disposition d'hommes d'affaires indiens.

Le SACO recrute des hommes d'affaires bénévoles qui, grâce à leurs connaissances dans le domaine de la gestion, seconderont les bandes et les autres entreprises commerciales intéressées.

Fonctionnement du Fonds

Le Fonds de développement économique des Indiens relève de la Direction générale de la mise en valeur des ressources, du développement économique et de la création d'emplois des Affaires indiennes et du Nord Canada.

Pour chaque projet, la demande de prêt comprend une évaluation de la rentabilité de l'entreprise et de la compétence de la direction à la gérer. Cette évaluation se fonde entre autres sur les renseignements concernant le demandeur, sur ses besoins de main-d'œuvre et sur les conditions du marché local.

Le Fonds et les autres programmes

Le Fonds peut offrir son aide aux entreprises déjà admissibles à d'autres programmes, fédéraux ou provinciaux. Le Fonds collabore également avec d'autres organismes et programmes lorsqu'il est nécessaire de partager les coûts des projets.

Comment faire une demande

Les intéressés peuvent se procurer des renseignements supplémentaires ou des

formulaires de demande d'aide au Fonds de développement économique des Indiens aux bureaux suivants :

Région de l'Atlantique

Affaires indiennes et du Nord Canada
40, rue Havelock
B.P. 160
Amherst (Nouvelle-Écosse)
B4H 3Z3
(902) 667-3818

Région du Québec

Affaires indiennes et du Nord Canada
320, rue Saint-Joseph est
B.P. 3725
Saint-Roch (Québec)
G1K 7Y2
(418) 694-4104

Région de l'Ontario

Affaires indiennes et du Nord Canada
5^e étage
25, avenue St. Clair est
Toronto (Ontario)
M4T 2P8
(416) 966-6223

Région du Manitoba

Affaires indiennes et du Nord Canada
275, avenue du Portage
Bureau 1100
Winnipeg (Manitoba)
R3B 3A3
(204) 949-2460

Région de la Saskatchewan

Affaires indiennes et du Nord Canada
2332, 11^e Avenue
Regina (Saskatchewan)
S4P 2G7
(306) 569-5991

Région de l'Alberta

Affaires indiennes et du Nord Canada
4^e étage,
9942, 108^e Rue
Edmonton (Alberta)
T5K 2J5
(403) 425-2802

Région de la

Colombie-Britannique

Affaires indiennes et du Nord Canada
800 rue Burrard
Suite 1000
B.P. 1000
Vancouver, C.B.
V6Z 2J3
(604) 666-5123

Région du Yukon

Affaires indiennes et du Nord Canada
B.P. 4100
Whitehorse (Yukon)
Y1A 3S9
(403) 668-6474

Région des Territoires du Nord-Ouest

Affaires indiennes et du Nord Canada
Programme des affaires indiennes et inuit
B.P. 1500
Yellowknife (T.N.-O.)
X1A 2R3
(403) 920-8281

Administration centrale

Affaires indiennes et du Nord Canada
Direction générale de la mise en valeur
des ressources, du développement
économique et de la création d'emplois
Les Terrasses de la Chaudière
10, rue Wellington, Tour Nord
Hull (Québec)
Adresse postale :
Ottawa (Ontario)
K1A 0H4
(819) 997-2775

Publié avec l'autorisation de
l'hon. John C. Munro, c.p., député,
ministre des Affaires indiennes
et du Nord canadien,
Ottawa, 1983.

QS-5194-000-BB-A2
N° de catalogue: R32-66/1983
ISBN 0-662-52613-9

INDIAN ECONOMIC DEVELOPMENT FUND

*A Source of Financing for
Canadian Indian Enterprises*



POLAR
PAM
777

POLARPAM

477

Can

Pam: 336: (41)
CIAND

INDIAN ECONOMIC DEVELOPMENT FUND

The present Indian Economic Development Fund was established in 1970 by Indian and Northern Affairs Canada to provide a source of financing for the development of viable economic and employment opportunities for Indian people. Through the Fund, a source of capital is available to ensure that Indian businesses have access to basic financing and to the managerial, professional and technical services necessary for the successful operation of their enterprises.

Who May Apply?

Eligible applicants include Indian bands and Indian or non-Indian individuals, groups or business enterprises which contribute to the economic development of Indian people, both on and off reserve.

Type of businesses eligible for funding

Financing is available to the following classes of enterprise:

- Resource development
- Retail trade
- Business services
- Manufacturing
- Transportation
- Wholesale trade
- Communication
- Construction
- Any other viable business

Excluded are businesses dedicated to the furtherance of a charitable or religious purpose. Professions recognized as such by either federal or provincial law are eligible only if they are unable to acquire outside funding for reasons of limited security pursuant to Section 89 of the *Indian Act*.

What is expected of applicants?

Applicants must demonstrate that:

- competent management is available or can be arranged;
- the expected earnings of the proposed or existing business will be sufficient to keep the business operating and to repay any loans incurred;
- financing is not required for refinancing an outstanding debt;
- normal business practices are followed;
- security is available for the reasonable protection of the lender.

Features of the Fund

There are four principal features of the Indian Economic Development Fund:

- Loans
- Contributions
- Guarantees
- Management advisory services

Loans

Direct loans based on standard lending criteria are available to finance working capital and fixed assets such as buildings, equipment, machinery and inventory. The borrower pays interest at a rate based on the average commercial prime rate plus one to three per cent.

The maximum term of a loan is 15 years. Applicants are expected to make an equity contribution (20 per cent of total eligible project costs) towards all projects. However, this provision may be modified or waived in certain circumstances.

Contributions

To ensure flexibility in meeting problems faced by Indian people in the development or expansion of business operations, contributions are available for infrastructure, economic planning, support services, start up costs and equity.

Contribution funding does not require repayment but does require accountability. Applicants are expected to make an equity contribution towards projects. Contributions are not incentives. Nor are they provided for community endeavours such as skating rinks, community halls or cultural centres.

Guarantees

The object of the guarantee program is to facilitate Indian access to outside financing by providing commercial lenders with security not normally available to them due to section 89 of the *Indian Act*. The program also enables lenders to share loss risk with the minister.

Guarantees are available for loans made to eligible applicants by designated lenders such as chartered banks and approved trust companies and credit unions.

Guarantee applications must be approved by the department prior to the loan being disbursed by the lender.

Management advisory services

In addition to financial assistance, the Indian Economic Development Fund program provides a wide range of advisory and support services including:

- technical and managerial services to new and expanding businesses;
- pre-loan counselling, including assistance in preparing a business proposal;
- liaison with alternate sources of funding through other government departments, banks, credit unions and other approved lenders;
- staff training;
- accounting systems;
- post-loan counselling;
- Canadian Executive Service Overseas (CESO) management services.

To assist Indian businesses in their development, professional and technical expertise is

available on a short term basis from Indian and Northern Affairs Canada and from outside agencies.

C.E.S.O. recruits business people on a voluntary basis to provide management expertise and advice to Indian bands and other interested business enterprises.

How the Fund works

The Indian Economic Development Fund is administered through the **Resource, Economic and Employment Development Branch** of Indian and Northern Affairs Canada.

As part of the application process, each proposed project/enterprise is assessed not only on its financial viability but also on the ability of management to operate the business successfully. Included in this initial assessment is background information on the applicant, labour force requirements and local market conditions.

How does the Fund relate to other programs?

The department may provide assistance to businesses eligible for provincial and other federal program assistance. The cost of a given project is often shared by the department (i.e., through the Fund) and other agencies and programs.

How to apply

Further information on the Indian Economic Development Fund and application forms for funding assistance are available from the regional and headquarters offices listed below.

Atlantic Region

Indian and Northern Affairs Canada
40 Havelock Street,
P.O. Box 160
Amherst, Nova Scotia
B4H 3Z3
(902) 667-3818

Quebec Region

Indian and Northern Affairs Canada
320 East St Joseph St.,
P.O. Box 3725
St-Roch, (Quebec)
G1K 7Y2
(418) 694-4104

Ontario Region

Indian and Northern Affairs Canada
5th Floor
55 St. Clair Avenue East
Toronto, Ontario
M4T 2P8
(416) 996-6223

Manitoba Region

Indian and Northern Affairs Canada
275 Portage Avenue
Room 1100
Winnipeg, Manitoba
R3B 3A3
(204) 949-2460

Saskatchewan Region

Indian and Northern Affairs Canada
2332 — 11th Avenue,
Regina, Saskatchewan
S4P 2G7
(306) 569-5991

Alberta Region

Indian and Northern Affairs Canada
4th Floor, 9942 — 108th Street,
Edmonton, Alberta
T5K 2J5
(403) 425-2802

British Columbia Region

Indian and Northern Affairs Canada
800 Burrard St.,
Suite 1000,
P.O. Box 1000,
Vancouver, B.C.
V6Z 2J3
(604) 666-5123

Yukon Region

Indian and Northern Affairs Canada
P.O. Box 4100
Whitehorse, Y.T.
Y1A 3S9
(403) 668-6474

Northwest Territories Region

Indian and Inuit Affairs Canada
Indian and Inuit Affairs Program
P.O. Box 1500
Yellowknife, N.W.T.
X1A 2R3
(403) 920-8281

Headquarters

Indian and Northern Affairs Canada
Resource Economic and Employment
Development Branch
Indian and Inuit Affairs Program
Les Terrasses de la Chaudière
10 Wellington St., North Tower
Hull, Quebec
Mailing Address
Ottawa, Ontario
K1A 0H4
(819) 997-2775

Published under the authority of the
Hon. John C. Munro, P.C., M.P.,
Minister of Indian Affairs and
Northern Development,
Ottawa, 1983

CS-5194-000-BB-A2
Catalogue No. R32-66/1983
ISBN 0-662-52613-9

Minister of Supply and Services Canada

Rec'd: AUG 27 1984
Order No.
Price: WF
Acc. No. DIAND